

iter,

Mettre fin au mirage scientifique et au gouffre financier !



Annick DELHAYE
Vice-Présidente

Fruit d'une collaboration entre les grandes puissances nucléaires, ITER a pour ambition de construire le 1^{er} réacteur capable de tirer de l'énergie sous forme de chaleur d'une réaction de fusion nucléaire. Basé à Cadarache, lieu-dit de la commune de St-Paul-les-Durance (13), le site d'ITER s'étend sur une surface de 180 ha. Le projet est aujourd'hui de plus en plus contesté et une part croissante de la population locale souhaite son abandon.

1986 : Lancement du programme ITER

2005 : La France est choisie pour accueillir le réacteur, après une compétition avec le Japon.

10.2005 : Le Conseil régional Provence-Alpes-Côte-d'Azur vote un soutien de 152 M€ en faveur d'ITER. Seuls les écologistes votent CONTRE.

2006 : Accord créant une entité juridique internationale chargée de la construction, de l'exploitation et du démantèlement futur du réacteur (signé à Paris).

2010 : Démarrage de la construction du réacteur

2011 : Lancement d'un Appel européen « STOP ITER »

UN PARI SCIENTIFIQUE CONTESTÉ

Le monde scientifique (dont plusieurs Prix Nobel de physique) émet de fortes réserves quant à l'opportunité du projet ITER, aux risques qu'il comporte et au choix énergétique qu'il induit.

La mise en œuvre d'un réacteur à fusion tel qu'ITER suppose de résoudre préalablement plusieurs problèmes, dont notamment : la maîtrise des réactions de fusion, la production massive de tritium, l'invention de matériaux résistants pour enfermer le plasma dans des enceintes de confinement.

Or le tokamak ITER ne s'attaquera qu'au premier problème dès 2019...

Georges CHARPAK, Prix Nobel de Physique : « on est loin de la mise au point d'un prototype de centrale électrique, puis d'une tête de série commerciale, enfin de l'avènement d'une nouvelle filière de production d'énergie ».

IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX

Comme tout grand chantier, la construction d'ITER a fortement porté atteinte à l'environnement, dans une région très fragile :

- Destruction de 180 ha de forêt pour la construction d'ITER

- Aménagement de 100 km de route spéciale pour acheminer des camions jusqu'à 900 tonnes et 61m de longueur.

Mais surtout, la machine ITER présente de grands dangers :

- ITER produira des déchets. Par rapport à un réacteur à fission, ces déchets sont moins toxiques et ont une durée de vie plus courte, mais la question du traitement des déchets demeure.

- ITER présente des risques sanitaires en raison du tritium, qui s'incorpore facilement à l'eau et est très difficile à maîtriser car il peut pénétrer le béton, le caoutchouc et certains aciers.

- ITER n'est pas une technologie sans risque quant à la prolifération nucléaire, la fusion nécessitant de grandes quantités de tritium.

SÉCURITE SISMIQUE DÉFAILLANTE

L'étude d'impact qui doit être soumise à enquête publique est encore incomplète ou défailante sur de nombreux points.

IMPACTS SOCIAUX

- Spéculation foncière : Suite à l'annonce de l'arrivée de milliers de chercheurs et de travailleurs, la spéculation foncière a doublé les prix des terrains du Val de Durance, donc des logements.

- Suppression de terres agricoles : le mitage urbain est désormais en cour sur ce territoire, au détriment des terres agricoles qui subissent de plein fouet la spéculation foncière.

- Cité scolaire internationale : la cité scolaire internationale, dont les critères d'intégration sont fortement contraignants, est encore peu accessible à la population locale la plus pauvre.

LES CONSEILLERS REGIONAUX EUROPE ECOLOGIE LES VERTS / PARTI OCCITAN,
SUIVRE LEURS ACTIONS ET LEURS POLITIQUES :

<http://paca.elus-ecologistes.fr>



André ASCHIERI
Vice-Président
Foncier / Logement / Habitat



Sophie CAMARD
Présidente Commission Emploi,
Dvpt économique régional,
Enseignement supérieur et
Innovation



Colette CHARRIAU
Déléguée Logement / Habitat



Philippe CHESNEAU
Co-président du Groupe
Délégué auprès du Président
pour le Dvpt de l'Economie
Responsable



Annick DELHAYE
Vice-Présidente
Dvpt soutenable /
Environnement /
Energie / Climat



Christian DESPLATS
Président de l'Agence Régionale
pour l'Environnement (ARPE)



Joëlle FAGUER
Déléguée Solidarité
Internationale



Hervé GUERRERA
Délégué Schéma Régional
d'Aménagement et de
Développement durable du
Territoire (SRADDT)



Anne-Marie HAUTANT
Vice-Présidente
Santé / Alimentation



Annabelle JAEGER
Déléguée biodiversité



Philippe MUSSI
Membre de la Commission
d'Appel d'Offres (CAO)



Jacques OLMIER
Président Commission
Agriculture, forêt, mer, pêche
et littoral



Jean-Yves PETIT
Vice-Président
Transports / Eco-mobilité



Christine SANDEL
Déléguée Protection Littoral et
Milieux marins



Aïcha SIF
Co-présidente du Groupe
Présidente Commission Culture,
Patrimoine culturel et Tourisme



Pierre SOUVET
Secrétaire général de
l'Observatoire Régional de la
Santé (ORS)



Marie TARBOURIECH
Déléguée
Alimentation de qualité



Laurence VICHNIEVSKY
Référente au niveau national
du groupe EELV/Poc
Membre de la Commission
Transports



L'ENGAGEMENT DES ECOLOGISTES AU CONSEIL REGIONAL PACA : LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE ! Efficacité énergétique, économies d'énergie et développement des énergies renouvelables !

La crise énergétique et le réchauffement climatique sont là. C'est maintenant qu'il faut engager une politique ambitieuse. ITER ne peut répondre à la crise actuelle.

En 2003, les élus écologistes à la Région ont proposé un autre pari qu'ITER : investir les mêmes 152 M€ dans les énergies renouvelables et la maîtrise énergétique. Alors peu représentés à l'assemblée régionale, ils ont perdu, mais ont réussi à enclencher la démarche « Alter-ITER ».

Selon plusieurs études, la même somme investie crée 3 fois plus d'emplois dans les énergies renouvelables que dans le nucléaire.

AGIR POUR L'ÉNERGIE : 70M€ EN 4 ANS (2006-2010)

« Alter-ITER » s'est concrétisé par le programme régional « AGIR pour l'énergie », porté par Annick DELHAYE, vice-présidente en charge de l'énergie depuis 2004.

UNE MULTITUDE DE PROJETS CONCRÉTISÉS

- Des milliers de chauffe-eau solaires pour les particuliers
- Des dizaines de chaufferie-bois
- 200 installations photovoltaïques sur des bureaux et logements collectifs
- Des éoliennes
- De petites installations hydro-électriques
- Des expériences d'éco-mobilité pour les scolaires (« Marchons vers l'école ») et pour les entreprises (« Plan déplacements »)
- Des opérations de réhabilitation thermique de logements sociaux, avec des réductions de la consommation énergétique de 20 à 50 %

1500 ENTREPRISES CONCERNÉES, UNE FILIÈRE EN CONSTITUTION

- Constitution d'une quinzaine de réseaux d'entreprises du bâtiment
- Constitution d'un grand réseau régional de chercheurs et d'entreprises sur le bâtiment durable méditerranéen
- Création d'un centre de formation aux métiers de l'environnement
- Des dizaines d'emplois d'économiste de flux dans les communes ou les associations

AGIR + POUR L'ÉNERGIE : 70M€ EN 4 ANS (2011-2014)

Les écologistes ont obtenu, lors des élections régionales de 2010, que le Conseil régional ne finance aucun surcoût d'ITER et, parallèlement, ont obtenu la reconduction du programme « AGIR pour l'énergie » avec le lancement d'un grand programme de réhabilitation thermique des logements sociaux.

RÉHABILITATION THERMIQUE DES LOGEMENTS SOCIAUX : 60M€ EN 4 ANS (2011-2014)

Objectif de ce programme phare de la mandature, porté par André ASCHIERI, Vice-président en charge du logement, de l'habitat et du foncier et par sa déléguée à l'habitat et au logement, Colette Charriau : 10% des logements sociaux de PACA rénovés en 4 ans, d'ici 2014 (= 25.000 logements réhabilités).

ITER assèche une partie des budgets des collectivités territoriales, assèche la recherche européenne et française et la détourne des vraies priorités.

Plutôt que de s'arc-bouter sur une mauvaise décision initiale, mieux vaudrait admettre que le gigantisme du projet est disproportionné par rapport aux espérances, que nos budgets ne nous permettent pas de le poursuivre, et transférer cet argent sur les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique et les économies d'énergie.

COÛT ET SURCÔÛT COLOSSAL !

FINANCEMENT ITER

Union européenne : 45% du coût d'ITER ; France : 20% de la quote-part européenne ; autres pays partenaires : 9% chacun.

SURCÔÛT

- Coût prévisionnel du projet ITER en 2005 : 5.9 milliards d'€

- Coût prévisionnel du projet ITER en 2010 : 16 milliards d'€

Ce gigantesque surcoût sera payé d'abord par l'UE, en particulier par la France.

- Coût prévisionnel pour l'Union européenne de 2005 à 2010 : de 2.7 à 7 milliards d'€

- Coût prévisionnel pour la France de 2005 à 2010 : de 540 millions d'€ à 1.4 milliard d'€

COMMENT SERA FINANCÉ CE SURCÔÛT ?

Il est question de le faire financer par les budgets de la recherche scientifique européenne, voire par les budgets agricoles.

A NOTER : le budget de recherche européen pour le nucléaire est d'ores et déjà 4.5 fois plus important que celui consacré aux économies d'énergie et aux énergies renouvelables.

En France, l'Etat souhaite faire partager le surcoût avec les collectivités territoriales.

Sous la pression des écologistes, la Région PACA a d'ores et déjà affirmé qu'elle ne paiera aucun surcoût : Michel VAUZELLE, son président, a conclu un accord dans ce sens lors des élections régionales de 2010.

QUID DU FINANCEMENT PRIVÉ D'ITER ?

ITER est pensé pour préparer l'après-pétrole, les grandes multinationales du pétrole sont donc les premières concernées par ce projet. Pourquoi ne participent-elles pas au financement ?

Groupe EELV / Pcc
Conseil régional PACA
Hôtel de Région, 27 place Jules
Guesde 13481 Marseille Cedex 20

Tél : 04 91 57 50 72
Fax : 04 91 57 50 89

Secrétaire : Valérie CAILHOL
vcailhol@regionpaca.fr

Coordinatrice : Flora BOULAY
04 91 57 52 09 fboulay@regionpaca.fr

Chargé de mission : Thomas DJIAN
04 88 73 62 83 tdjian@regionpaca.fr

